

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIBELCO FRANCE

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-lès-Nemours

Références : 20240605-RAP-DACA0520
Code AIOT : 0006100627

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement SIBELCO FRANCE implanté Les Merles - Tamparts - Jouclade - Fournache 26730 Hostun. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO FRANCE
- Les Merles - Tamparts - Jouclade - Fournache 26730 Hostun
- Code AIOT : 0006100627
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIBELCO est autorisée à exploiter deux carrières de sables siliceux et kaoliniques sur le territoire d'Hostun et de Beauregard-Baret. Par arrêté préfectoral du 5 avril 2018, la société est autorisée à exploiter une carrière aux lieux-dits "Les Merles, Temparts, La Fournache et Jouclas" sur le territoire de la commune d'Hostun, pour une superficie totale de 419 749 m² et d'une durée de 17 ans. Cette carrière est appelée "Les Merles Nord".

Thèmes de l'inspection :

- Suites de l'inspection précédente
- Situation administrative
- Suivi de l'exploitation
- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 6.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 7.6	Demande d'action corrective	6 mois
10	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 10.3	Demande d'action corrective	6 mois
14	Gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 6.1	Sans objet
2	Lutte contre les espèces d'Ambroisie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3	Sans objet
3	Données générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 1	Sans objet
4	Accès à la carrière et clôtures	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 5	Sans objet
6	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 7.3	Sans objet
8	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 7.8	Sans objet
9	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 8.2	Sans objet
11	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 10.4	Sans objet
12	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 11	Sans objet
13	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 15.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées concernent :

- le rappel auprès de l'exploitant des périodes préférentielles d'extraction conformément à la mesure de réduction prévue dans l'arrêté préfectoral.
- la mise en place d'un tableau de suivi des opérations de curage du bassin de décantation.
- le non respect des concentrations maximales en matières en suspension dans les eaux rejetées au ruisseau Le Bessey. Des études sont en cours pour permettre de traiter cette non-conformité.
- le non respect de la fréquence de mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Panneau d'information
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier un panneau indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Suite de l'inspection du 17 septembre 2019 : Un panneau reprenant le plan de circulation est installé à l'entrée du site SIBELCO. Toutefois, il n'apparaît aucune référence des arrêtés en vigueur, ni les coordonnées des lieux où les plans de remise en état peuvent être consultés. Il conviendrait de disposer d'un panneau d'information au public et de le mettre sur la voie d'accès au site. Constat de l'inspection du 21 mai 2024 : Une seule voie permet l'accès au site où se situent les carrières Merles nord, Merles sud et l'usine. Un panneau est bien présent à l'entrée du site indiquant les informations prévues ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Lutte contre les espèces d'Ambroisie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations de prévention et de destruction
Prescription contrôlée : [...] L'obligation de lutte et de non dissémination, est applicable sur toutes surfaces sans exception y

compris les domaines publics de l'État, des collectivités territoriales et des autres établissements publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les cours d'eau, les terrains d'entreprises (agriculture, carrière,...) et les propriétés des particuliers (personnes morales ou physiques).
<p>Constats :</p> <p>Suite de l'inspection du 17 septembre 2019 : Lors de la visite de la la carrière, la présence d'ambroisie a été constatée. Il conviendra de mettre en application l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2019 relatif aux obligations de prévention et de destruction de l'ambroisie.</p> <p>Constat de l'inspection du 21 mai 2024 : Une entreprise est en charge de l'entretien des espaces verts et également de la fauche des plants d'ambroisie avant la période de floraison. Il est rappelé à l'exploitant l'importance de la lutte contre la prolifération d'ambroisie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Données générales de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Données de l'autorisation			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SIBELCO France, dont le siège social est sis 8 avenue de l'Arche – 92419 COURBEVOIE, est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune de HOSTUN aux lieux-dits "Les Merles", "Temparts", "La Fournache" et "Jouclas", sur une superficie de 41 ha 97 a 49 ca dans les limites définies sur le plan joint en annexe 2 au présent arrêté :</p>			
Désignation de l'installation	Volume de l'activité	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation d'une carrière	Superficie totale : 41 ha 97 a 49 ca Production maximale annuelle : 60 000 t de sables kaoliniques et 50 000 t de sables rouges et/ou calcaires Durée sollicitée : 17 ans	2510-1	Autorisation
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Stock de calcaire et produits concassés Superficie de stockage : 6 500 m ²	2517-3	Déclaration
[...]			
<p>Constats :</p> <p>Les données issues du logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP sont les suivantes :</p>			

2020 : kaolin : 6 600 t / sable siliceux : 53 400 t 2021 : kaolin : 7 000 t / sable siliceux : 53 000 t 2022 : kaolin : 6 000 t / sable siliceux : 49 000 t 2023 : kaolin : 6 500 t / sable siliceux : 53 000 t Les tonnages indiqués dans l'autorisation sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès à la carrière et clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : L'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées sur les chemins d'accès aux abords des travaux et installations, et à proximité des zones clôturées.
Constats : L'accès à la RD 125 présente une vue dégagée sur la route départementale. L'accès à l'ensemble du site se fait par un portail unique automatisé et fermé en dehors des horaires d'ouverture. Les clôtures visibles pendant l'inspection sont en bon état et disposent de pancartes indiquant le danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement et les pompages d'exhaure seront collectés et transiteront par des bassins de décantation, régulièrement entretenus et curés.
Constats : Les eaux de ruissellement et les pompages d'exhaure sont collectées et transitent par un bassin en béton curé à fréquence annuelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un tableau de suivi des opérations de curage du bassin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction est limitée en profondeur à la cote de 300 m NGF, soit un approfondissement de 24,5 m.
Constats : Le plan topographique en date du 14/02/2024 indique une cote minimale de 314,55 m NGF, conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures relatives au milieu naturel
Prescription contrôlée : Mesures d'évitement : - Préservation de la mare temporaire au sud-ouest de la zone d'approfondissement, qui constitue un site de reproduction pour les amphibiens. - Préservation de l'écoulement abritant une station d'Agrion de Mercure au sud de la zone d'approfondissement. Mesures de réduction : - Organisation temporelle du chantier afin de réduire le risque de destruction d'individus d'amphibiens, d'oiseaux et de reptiles. En particulier, les défrichements auront lieu entre le 1 novembre et le 15 février et l'extraction des matériaux sera réalisée durant une phase annuelle d'une durée d'environ trois semaines préférentiellement durant la période hivernale. [...]
Constats : La mare temporaire au sud-ouest de l'approfondissement ainsi que l'écoulement abritant une station d'Agrion de Mercure ont été protégés par une clôture trois fils empêchant tout accès d'engins à cette zone.

Il n'y a actuellement plus de défrichement sur le site. L'extraction est réalisée en une campagne après l'été.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de privilégier la période hivernale pour l'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 7.8
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation, sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs et en particulier le niveau du fond de fouille, - les zones remises en état, - les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques et s'il y a lieu leur périmètre de protection, - l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découverte. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Unité Interdépartementale Drôme-Ardèche.
Constats : Le plan d'exploitation présenté est daté du 31/12/2023. Il fait bien apparaître toutes les informations mentionnées ci-dessus. Il a été transmis à l'inspection le 08/04/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Seuls les matériaux inertes produits sur le site sont autorisés pour le remblayage de la carrière.

<p>Constats :</p> <p>Le site n'accepte pas de matériaux inertes provenant de l'extérieur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 10.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de gestion des eaux pluviales devra permettre de traiter, par décantation, les eaux de ruissellement du bassin du carreau et du bassin versant de la piste pour rabattre le taux de matières en suspension avant rejet dans le ruisseau le Bessey.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30° C ; - les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Un suivi qualitatif annuel des eaux rejetées dans le milieu naturel sera mis en place avec analyse des paramètres suivants : pH, T°C, MES, DCO et hydrocarbures, DBO5 et couleur.</p> <p>Des analyses périodiques, au moins semestrielles, seront effectuées pour vérifier le taux de matières en suspension et l'absence d'hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bassin est présent pour permettre la décantation des eaux avant le rejet dans le ruisseau le Bessey.</p> <p>Deux types de prélèvements sont réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En interne tous les deuxièmes vendredis du mois lorsqu'il y a rejet en sortie de bassin avec une analyse des matières en suspension. Le registre de suivi a été consulté pour le début de l'année 2024. La concentration en MES dépasse 70 mg/L. • Par le laboratoire départemental de la Drôme deux fois par an avec une analyse de l'ensemble des paramètres indiqués ci-dessus. Les résultats des analyses des 30/06/2023 et 09/04/2024 ont été consultés. L'ensemble des paramètres est conforme excepté les matières en suspension (MES) dont les concentrations dépassent, pour les deux prélèvements, 70 mg/L (prélèvement instantané). <p>Une étude sur l'hydraulique globale du site est en cours avec le prestataire ATDX. Cette étude</p>

<p>permettra, entre autres, de proposer des solutions techniques permettant de résoudre la problématique des matières en suspension sur les rejets du bassin de la carrière Merles Nord.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à l'étude hydraulique, des mesures seront à mettre en place pour respecter la concentration maximale en matières en suspension de 70 mg/L (prélèvement instantané) en sortie de bassin. Le suivi des hydrocarbures est à réaliser à fréquence semestrielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 10.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des systèmes d'alerte seront mis en place lors de l'exploitation sous le niveau de la nappe pour assurer la sécurité du site.</p> <p>La charge hydraulique dans les calcaires sera mesurée en continu sur le piézomètre MN42 à l'aide d'une sonde de pression qui sera équipée d'un système de télétransmission sur site. Au moins un piézomètre sera présent dans les sables durant toute la période d'exploitation et sera également équipé d'un système de suivi en continu de la charge hydraulique dans les sables avec télétransmission des données sur site. Le plan en annexe 13 montre l'implantation des piézomètres.</p> <p>Chaque sonde, équipée d'un système de télétransmission adapté, transmettra les données de niveau à un ordinateur. L'exploitant de la carrière vérifiera chaque matin les données sur l'ordinateur et lancera des alertes en cas de dépassement des seuils sécuritaires.</p> <p>Par mesure de sécurité, l'exploitant contrôlera les sondes et le système de télétransmission ainsi que l'usure des piles. Un carnet de bord sera rempli de façon journalière.</p> <p>En cas d'alerte, les numéros de téléphone d'astreinte définis seront avertis et lanceront le protocole d'alerte pour l'arrêt de l'exploitation, l'évacuation des personnes et des engins, même s'il n'y a pas urgence, compte tenue de la faible vitesse de remontée des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des piézomètres est réalisé juste avant et pendant l'exploitation. Suite à un problème de télétransmission, les données des piézomètres sont récupérées quotiennement au niveau des sondes. Ces données permettent d'alimenter un tableau conçu pour générer des alertes en cas de dépassement des seuils sécuritaires. Pendant la période d'exploitation, ce tableau est renseigné quotidiennement (avec ou sans télétransmission) afin de vérifier que les conditions permettent l'exploitation en toute sécurité. L'entreprise réalisant l'extraction est un sous-traitant et les employés intervenant sur la carrière sont équipés de téléphones portables au moyen desquels ils peuvent être alertés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.</p> <p>Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques.</p> <p>Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques s'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de stocks présents sur la carrière Merles nord. Afin d'éviter l'envol de poussières, les pistes sont arrosées à l'aide d'une tonne à eau remplie avec l'eau du bassin de Merles centre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2018, article 15.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette exploitation.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00 (jour), sauf samedis, dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 19h00 à 7h00 (nuit), ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Les travaux d'exploitation ne sont pas autorisés dans ces périodes.
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	

<p>De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Les véhicules de transport et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores sera effectué en début d'exploitation puis périodiquement, au droit des zones à émergence réglementée (riverains les plus proches). En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesures de bruit a été réalisée en 2023 par Pronetec. Les valeurs en limite de propriété et en émergence sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Gestion des déchets d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction date de 2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction datant de plus de cinq ans, il est à mettre à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>